

SOSLH 457/h

9260

(1961)



A

Facilités de circulation délivrées aux Minsitères  
et aux Administrations publiques  
Payement d'intérêts moratoires en cas de retard  
dans les paiements aux échéances

Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F. 25. 8.41 *mg*  
Lettre S.N.C.F. au M.T.P. 7.10.41

Facilités de circulation délivrées aux Minsitères et Administrations  
Publiques - Payement d'intérêts moratoires en cas de retard dans  
le payement des échéances.

## SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président  
du Conseil d'Administration

Paris, le 7 octobre 1941.

94320-1  
94.2956

- C O P I E -

Monsieur le Ministre,

Par lettre du 25 août dernier, vous avez bien voulu me faire part de deux observations formulées par M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances au sujet de projets de traités ou d'avenants relatifs à la délivrance de facilités de circulation accordées à diverses administrations publiques.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que nous n'avons aucune objection à ne pas faire figurer dans le traité à passer avec le Secrétariat d'Etat à l'Agriculture les cartes à demi-tarif qui nous avaient été demandées pour les deux Directeurs adjoints de l'Agriculture.

Ainsi qu'il est fait observer, ces cartes sont, en effet, décomptées au plein tarif commercial et tout service a latitude d'obtenir des prestations à ce tarif.

M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances demande, par ailleurs, que nous abandonnions, pour tous les contrats, la clause relative au versement d'intérêts moratoires en cas de retard dans le paiement des échéances.

Permettez-moi, Monsieur le Ministre, d'attirer votre attention sur le fait que nos tarifs sont établis sur la base du paiement au comptant et que, par suite, la suppression de la clause dont il s'agit ne saurait être envisagée sans qu'il en résulte pour notre Société un préjudice certain. Nous n'apercevons pas, pour notre part, quelles raisons justifieraient que notre trésorerie soit appelée à supporter l'incidence des retards apportés dans les règlements. Une telle surcharge serait d'autant moins équitable qu'un intérêt

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications - Direction Générale  
des Transports - Service Economique - 1<sup>er</sup> Bureau.-



nous est imposé à nous-mêmes par le Trésor lorsqu'il nous consent des avances.

Aussi bien, par lettre du 16 octobre 1939, l'un de vos prédécesseurs nous a-t-il donné son accord pour que des intérêts moratoires soient prévus dans tous les marchés de travaux exécutés par la S.N.C.F. pour le compte des services publics, des collectivités et des particuliers. Cette décision n'a jamais été remise en cause depuis lors et il ne saurait être question pour nous de cesser de nous y tenir. Mais on peut se demander dans quelle mesure nous serions fondés à continuer à l'appliquer si la clause devait être abandonnée pour d'autres catégories de conventions.

C'est un fait, enfin, que la clause d'intérêts moratoires se trouve inscrite dans les contrats conclus par nous jusqu'à ce jour aussi bien avec les administrations publiques qu'avec nos entrepreneurs et nos fournisseurs. Elle figure notamment dans le traité du 25 mai 1939 avec les Ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Air pour l'exécution des transports ordinaires de ces Ministères; dans la Convention du 30 décembre 1940 avec le Directeur de l'Institut géographique national pour les transports de marchandises; dans celles des 20 février, 4 et 17 juin 1941 avec M.M. les Secrétaires d'Etat à la Production Industrielle, du Ravitaillement, à l'Education Nationale et à la Jeunesse pour les mêmes transports et pour ceux du personnel des Chantiers de la Jeunesse. La même clause est inscrite dans l'arrêté du 15 septembre 1940 signé par M. le Ministre des Finances et M. le Secrétaire d'Etat aux Communications relatif à la taxation des transports de militaires ou marins voyageant en unités constituées.

A la faveur de ces diverses considérations, je vous serais obligé de vouloir bien demander à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances de reconsidérer la question, en insistant sur l'importance que nous attacherions à ce que les projets de traités actuellement en instance d'approbation dans ses Services soient approuvés sans modifications sur ce point.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.